

Un réel dialogue

Analyse du débat national sur l'énergie

Pierre Radanne

Pierre Radanne a largement participé au débat national sur l'énergie. Il a fait entendre la voix de nombreuses associations qui contestent les choix énergétiques du passé et proposent des évolutions réalistes (cf "Comparer des scénarios énergétiques pour comprendre les marges de liberté" dans les Cahiers de Global Chance n°3). Il a organisé en avril 94 un colloque au Sénat "Les stratégies énergétiques entre le risque nucléaire et l'effet de serre" (voir les Cahiers de Global Chance n°4). Il se montre ici agréablement surpris par la qualité du débat mené par Jean-Pierre Souviron mais doute de son influence réelle sur la politique énergétique nationale.

G.C.

Un processus de grande qualité

L'organisateur du débat national sur l'énergie, Jean-Pierre Souviron a opté pour une attitude que l'on peut qualifier de passive à l'opposé des règles du genre. Son objectif n'a pas été, après des auditions, de rédiger un rapport issu de ses réflexions personnelles. Sa méthode a consisté à organiser un débat public, puis à rédiger un rapport faisant état des questions en discussion et enfin à reprendre des propositions émises en les articulant. Rétrospectivement, ce choix était le seul possible compte tenu du niveau très élevé de conflits non résolus.

Une thérapie de groupe

L'absence de débats réguliers consacrés à l'énergie dans ce pays a fait que les protagonistes se connaissent peu et donc tendent à se "diaboliser". Les associations écologistes voient dans les responsables du nucléaire des docteurs Folamour irresponsables. Les responsables publics voient dans leurs opposants des agitateurs sans souci de l'intérêt collectif... On

pouvait penser que ce débat voulu avant tout par Michel Barnier, Ministre de l'Environnement, s'enliserait dans des querelles insolubles.

Il n'en a rien été. Au contraire. Ce que beaucoup considéraient comme impossible, un débat serein sur l'énergie en France, a bien eu lieu. Il a été l'occasion de la rencontre de près de 8000 personnes, professionnels, responsables publics, producteurs d'énergie, associations... Celle-ci a permis de clarifier les positions réellement en présence. Les débats organisés par Jean-Pierre Souviron ont joué le rôle d'une thérapie de groupe, évacuant les craintes, homogénéisant les bases d'information, éliminant les faux conflits, aidant à reformuler, sans caricature, les positions en présence...

Aucun moyen pour la démocratie

Mais, contradiction ahurissante, le débat a montré qu'il n'existe en France aucune ligne budgétaire pour permettre une participation équitable dans un tel débat. Dès lors, les Ministères ont sollicité les producteurs d'énergie pour en

assurer le financement ! Ceux-ci ont aussitôt utilisé cette dépendance pour négocier des positions de force dans les débats. On a ainsi pu assister, médusés, à une présentation du rapport Souviron dans l'enceinte du Parlement sponsorisé par ces entreprises dont l'Etat doit définir la politique. Il n'y a pas de démocratie sans moyens pour la démocratie.

Le débat a valorisé ceux qui s'y sont investis

La rareté des débats énergétiques en France a eu pour effet paradoxal que beaucoup d'acteurs ont pris peur de ce débat. Ainsi s'explique le fait qu'EDF a jugé - à tort - qu'elle avait tout à y perdre, compte tenu des pressions de l'Union Européenne pour développer la transparence et la concurrence dans le secteur électrique. Mais EDF, en refusant toute inflexion, que ce soit dans le développement du chauffage électrique, les efforts d'économie d'électricité ou la mise en oeuvre des énergies renouvelables, a cristallisé sur elle les oppositions.

D'autres pensaient qu'il s'agissait là d'un exercice

convenu et ont simplement fait acte de présence, s'abstenant de toute proposition constructive et attendaient la publication du rapport final. A les entendre, celui-ci serait vite enterré, comme d'habitude.

A l'inverse, le débat a valorisé ceux qui y ont participé. Les choix énergétiques ont des implications incroyablement lourdes, que ce soit en matière d'investissement, d'échanges extérieurs ou d'environnement. Les politiques engagées par l'Etat et les entreprises publiques seront d'autant plus durables, face aux soubresauts de l'histoire, qu'elles seront comprises par l'opinion publique dans ses multiples composantes.

L'Etat a besoin d'une relance du débat sur l'énergie

L'énergie est sortie depuis dix années de l'actualité, le pétrole a retrouvé son niveau de prix d'avant 1973 et l'approvisionnement électrique est en surcapacité.

Mais déjà des échéances approchent et des menaces émergent : intégration européenne, nouvelle concentration de la production pétrolière dans les pays de l'Opep, déstabilisation politique de la Russie et de l'Algérie, remplacement de la première génération de réacteurs nucléaires, refonte des politiques énergétiques et de transports pour éviter un changement climatique...

Alors que depuis une quinzaine d'années, l'Etat repoussait tout débat, le voilà qui le juge indispensable pour préparer ses choix. L'intégration européenne va inévitablement induire une modification institutionnelle du système énergétique français, l'administration le sait et elle cherche auparavant à se rapprocher de l'opinion. C'est là la cause profonde de la tension perceptible entre le Ministère de l'Industrie et EDF qui, elle, se crispe sur son statut national.

Le Ministère de l'Industrie et Matignon ont clairement soutenu les conclusions du rapport Souviron.

Des points ont été clairement contournés (pourtant largement présents dans les débats) montrant les limites de cette ouverture : la décentralisation des compétences énergétiques vers les régions et les communes, la relance de la politique publique de maîtrise de l'énergie, l'engagement d'une prospective énergétique à long terme, les moyens d'application par la France des engagements pris à la Conférence de Rio...

Le déficit persistant de travail parlementaire

Les gouvernements ne saisissent pas le Parlement sur les questions énergétiques. Depuis vingt cinq ans, alors que le programme nucléaire a représenté le plus grand programme industriel de l'histoire de France, un seul débat avec vote sur l'énergie a eu lieu à l'Assemblée (en octobre 81). Le Premier Ministre s'est engagé sur le principe de la présentation régulière d'un rapport d'orientation au Parlement, dont le premier aurait lieu en 95.

Première ombre au tableau. Pendant les débats régionaux, puis nationaux, bien peu de parlementaires se sont impliqués dans le débat. Ils étaient encore moins d'une dizaine lors de la présentation finale du rapport dans une salle du sous-sol de l'Assemblée Nationale. La technicité des questions énergétiques dissuade, à l'évidence, les élus qui s'en remettent aux établissements publics.

L'absence totale d'intérêt des médias

Pour les médias, il n'y a pas d'actualité immédiate autour de l'énergie. Ce thème a la réputation d'être conflictuel et difficile. Les chocs pétroliers

sont maintenant loin, les jeunes journalistes qui présentent les journaux d'actualité ont tous engagé leur carrière professionnelle après le contre-choc pétrolier de 1985. C'est donc un thème qu'ils connaissent peu. L'intérêt n'est venu que lors du rendu final en décembre. La traduction qui en a été faite a monté en épingle le rejet du rapport par EDF.

Des résultats réels incertains

Le calendrier politique n'est, de plus, guère favorable à la mise en œuvre rapide du rapport Souviron. Il n'y aura pas de session du Parlement avant l'échéance présidentielle, les projets de loi resteront dans les cartons. Il faudra donc attendre pour savoir si les engagements pris seront tenus. Qu'il s'agisse notamment d'une réorientation des financements de la recherche en tenant compte de la place de chaque énergie, d'une relance des économies d'énergie et du développement des énergies renouvelables, d'une mise à plat des comptes du nucléaire, d'un relèvement des tarifs de rachat de l'électricité, d'une révision des tarifications énergétiques et des transports.

A l'occasion de ce débat, un blocage a sauté, il faut que ce qui reste une exception devienne une habitude.

□